



DES MILLIARDS D'AIDES PUBLIQUES AUX MULTINATIONALES

STOP AU BIBERONNAGE !

Chaque année, les entreprises bénéficient de milliards d'euros d'aides publiques : en 2025, une commission d'enquête du Sénat a estimé ce soutien à 211 milliards d'euros pour 2023. Un montant astronomique qui augmente d'année en année.

Ces aides sont accordées sans conditions, sans transparence, ni pilotage et évaluation des dispositifs. Elles profitent surtout aux grandes entreprises car elles ont accès aux dispositifs les plus importants et sont mieux outillées pour capter des aides.

211 MILLIARDS D'EUROS C'EST

 **Le 1^{er}** budget de l'État

 **3,4 fois** le budget de l'Éducation nationale

 **1,4 fois** le déficit public de la France

 **10 fois** le déficit de la Sécurité sociale

PAS D'ARGENT PUBLIC POUR DES MULTINATIONALES QUI PRATIQUENT L'ÉVASION FISCALE

Des multinationales bénéficient d'aides publiques alors même qu'elles disposent de filiales dans des paradis fiscaux. TotalEnergies a bénéficié de 400 millions € d'aides en 2023, alors qu'elle n'a quasiment pas payé d'impôt sur les sociétés en France depuis 10 ans.

Un sondage commandé par Attac à l'IFOP révèle que :

- **78%** des Français·es estiment que « les entreprises qui utilisent des paradis fiscaux pour réduire leurs impôts ne doivent plus recevoir d'aides publiques »
- **6%** seulement des sondés·es considèrent que « Les entreprises qui utilisent des paradis fiscaux pour réduire leurs impôts peuvent continuer de recevoir des aides publiques ».

PAS D'ARGENT PUBLIC POUR DES ENTREPRISES QUI DÉTRUISENT LA PLANÈTE ET NOS VIES

Les multinationales bénéficient d'un soutien sans faille de la part des pouvoirs publics alors qu'elles commettent de nombreux méfaits : suppressions d'emplois et dividendes records, destruction de l'environnement, corruption et atteinte aux droits humains, lobbying intensif pour affaiblir les protections sociales et environnementales...

POUR ATTAC, IL EST URGENT DE REPRENDRE LE CONTRÔLE

- **Zéro aide publique pour les multinationales qui ont des filiales dans les paradis fiscaux.**
Une revendication simple, immédiatement applicable et largement soutenue par la population.
- **Zéro aide publique pour les entreprises qui ont des activités néfastes sur le plan social, environnemental ou des droits humains.**

En complément, pour désarmer les multinationales, nous demandons :

- **La « taxation unitaire »** pour lutter contre l'évasion fiscale : faire payer l'impôt sur les sociétés aux multinationales là où elles réalisent leur activité
- **Des obligations pour les multinationales** : renforcement du devoir de vigilance et adoption d'un traité à l'ONU pour qu'elles respectent les droits humains et l'environnement
- **L'arrêt des dérégulations et traités** qui affaiblissent les protections sociales et environnementales



REJOIGNEZ-NOUS !

Pour en savoir plus, rendez-vous sur france.attac.org

